

Compte rendu des débats : CSAL du 19/10/2023

L'instance s'est tenue de 9 h à 16h30 en présence de l'administration et des organisations syndicales (*Solidaires Finances Publiques* et FO sur la totalité des débats, la CGT jusqu'au point 1, et la CFDT absente).

Notre déclaration liminaire est ici:

<https://sections.solidairesfinancespubliques.info/310/actualite/csal/391-liminaire-csal-19102023.html>)

Suite aux déclarations liminaires, le DRFiP est revenu sur la période et les dispositifs de vigilance et sécurité nécessaires au vu des menaces en cours suite au meurtre de l'enseignant d'Arras et dans la situation internationale particulièrement tendue.

Nous avons rappelé l'importance des consignes à donner auprès de chaque agent·e, mais aussi attiré l'attention sur des situations particulières (Colomiers, Muret). Des préconisations spécifiques sur la sphère du CF et de l'accueil ont été présentées localement.

Dans les prochains jours ce dossier de la sécurité nécessitera la vigilance et l'implication de toutes et tous.

Puis nous sommes rentrés dans les débats de l'ordre du jour.

Nous rappelons nos expressions sur plusieurs sujets qui avaient déjà été évoqués dans la dernière instance :

<https://sections.solidairesfinancespubliques.info/310/actualite/csal/386-cr-csal-du-14092023.html>

Ponts naturels : Aucun pont naturel dans le 31 ! Ni le 10 mai, ni le 16 août !

Le DRFiP, en bon élève de la note de la DG (voire avec un zèle que ladite note ne lui demande pas) sur le sujet pour la période de la campagne IR, souligne les besoins de permanence des liens aux usagers, en particulier au téléphone un vendredi (journée de fermeture des services, et ou d'autres administrations, en particulier l'éducation nationale annoncent une fermeture !).

Il évoque son engagement pour le droit de chacun·e de poser un congé sans restriction sur ces dates, mais

affiche une volonté de maintien du service aux usagers nécessitant un dispositif de présence d'accueil, en particulier téléphonique (voire sur les accueils de proximité).

Devant l'expression unanime des organisations syndicales (patate chaude



donnée aux chefs de services pour organiser ce dispositif, refus de notre demande d'autorisations d'absences pour toutes et tous (comme une reconnaissance du travail accompli vantée dans tous les discours officiels !), besoin de pause du réseau, demande de report de quelques jours de la date de dépôt déclaratif, incompréhensions absolues de ne pas envisager le 16/08) le DRFiP a soumis au vote son projet d'absence de ponts naturels en 2024. Devant le vote unanime des organisations syndicales un CSAL sera re-convoqué et nous formulons l'espoir que notre Direction locale trouvera la ressource (et le bon sens !) pour prendre en compte les aspirations de tous les personnels sans cibler uniquement celles et ceux des SIP dans cette période !

Nous relayons solennellement l'émoi des services sur un « triple discours » : pas de pont en 2024 au prétexte de la défense du service public alors que la DG et notre Direction s'évertuent depuis des années à le détruire en matière de proximité et d'accueil ! Et là, pas le début d'un intérêt sur l'aspiration des personnels à une « pause ». Ce n'est pas acceptable !

En fonction des réponses de la Direction à la re-convocation du CSAL sur ce point, avec la nécessité de répondre à nos exigences et de retranscrire par écrit les propos du DRFiP sur « l'engagement du droit à chacun·e à poser un congé sur ces journées », nous envisagerons de poser un appel à la grève sur ces 2 journées et *Solidaires Finances Publiques* proposera dans ce cas un préavis intersyndical, en accord avec l'unanimité des syndicats sur ce sujet lors de ce CSAL...

Travail à distance à la DRFiP 31 : Luchon, Boulogne et Grenade

La Direction nous présente, avec de beaux éléments de langage, ce qui a été son accompagnement du désastre du NRP avec la possibilité donnée de travailler à distance pour des postes dans le cadre de ces restructurations.

Nous sommes revenus sur les difficultés lourdes rencontrées par les collègues : liens entre services, problèmes de formation et d'appréhension des matières transférées....

Alors que la Direction nous a exposé ces modalités comme se terminant cette année, nous sommes revenus longuement sur la situation du SGC de Boulogne et sur les transferts d'emplois annoncés du SGC de Saint-Gaudens (après le transfert de la mission déjà effectuée).

Nous attendons une véritable transparence pour les personnels sur leurs droits et garanties (tant nationale que locale !) mais aussi sur l'exercice de la mission hospitalière.

Des apprentis en masse dans notre Direction... sans compter les contractuels et les services civiques...

Sur le sujet présenté des apprentis dans notre Direction, nous ne reviendrons pas ici sur les considérations générales rappelées dans notre liminaire, particulièrement en termes d'emplois vacants, de recrutement de fonctionnaires,... Ceci étant, nous sommes longuement revenus sur nos revendications de voir de véritables parcours de formation soutenus : 33 apprentis annoncés en 2023/2024 avec l'écueil de s'en servir comme « compensation » sur des emplois vacants. Nous avons également souligné les enjeux du tutorat, souvent collectif, alors qu'une indemnisation individuelle est déjà effective depuis l'année dernière...

La Direction nous a annoncé le recrutement de 11 emplois civiques dans les services.

Et le recrutement de 9 contractuels : 1B à Revel, 3 C à la TTA-CAS (dont un fléché SIV) et 5 C affectés « GMBI » (4 répartis dans chaque CDIF du département et 1 en Direction à la division Mission Foncière).

Création « personnelle » d'une « méga » Division Dépense-Comptabilité

Nous avons appris lors du dernier CSAL la volonté de création d'une telle méga-division, en particulier pour justifier le ruissellement de points d'indice pour l'encadrement supérieur. Les seules réponses du DRFiP sur ce projet sont : « *il faut tenir compte de la réalité des grades* » !!!

Nous sommes stupéfaits d'un tel projet et avons souligné les réalités des missions des deux divisions actuelles, l'historique de leurs expressions revendicatives mais aussi l'actualité de ces services : création CGF DREAL (sans compter la prévision pour les prochaines années de CGF Intérieur et Éducation Nationale), nouveautés comptables, transfert SIV, ainsi que la réalité des carences en effectifs (Dépense, RNF et sujet FDS, diverses missions comptables).

Nous avons surtout souligné les enjeux des missions différentes exercées qui seront mises à mal dans une telle Division, mais aussi les besoins de soutien hiérarchique : un effectif aussi massif n'existe nulle part ailleurs.

Le Directeur Régional nous a informé que cette idée venait de... lui SEUL !!! Et « *qu'aucune critique n'avait été exprimée par l'encadrement* »... Et de nous parler de « clause de revoyure » dans un an mais sera-t-il seulement encore dans nos murs à cette époque ou laissera-t-il le « cadeau empoisonné » à d'autres ?

Concernant le SIV, nous avons exprimé une alerte solennelle sur la situation face aux « belles promesses » de transferts d'emplois effectifs. La réalité sera toute autre la semaine prochaine avec la mission transférée sans le cadre C promis (la direction réplique par la publication d'une fiche de poste d'un contractuel ... !!).

Mécano immobilier sur Toulouse et Balma : écoutez les personnels !

La Direction nous a transmis (vous pouvez nous demander ces documents : solidairesfinancespubliques.drifp31@dgfp.finances.gouv.fr) des premiers plans et projets remis par le cabinet d'études grassement payé pour envisager la localisation des services sur les sites Toulousains et sur Balma. Ils sont à mettre en débat avec les personnels, puis les instances (cf les premières réflexions locales présentées au dernier CSAL qui seront validées d'ici décembre).

Les équipes de *Solidaires Finances Publiques 31* sont revenues longuement sur notre refus « d'ensardinement des personnels » et sur la prise en compte des réalités de nos métiers et de nos missions.

Surtout, nous avons pointé plusieurs incompréhensions majeures sur les projets présentés en lien avec la réalité des services, des missions, des liaisons, des besoins des équipes sur tous les sites : nouvelle cité administrative, Balma, rue des lois, Place Occitane, Rangeuil, Mirail...

Dès lors l'impératif sera absolument à une totale transparence, à une présentation à toutes les équipes pour recenser les besoins et propositions. Mais aussi une présentation régulière dans les instances, et avec les acteurs de prévention, en particulier dans la FS !

Ce dossier est central pour notre vie au travail ! Faisons-nous entendre !

